

Manœuvres en coulisses des industriels français contre le climat

Dossier de la rédaction de H2o
October 2010

Le Climate Action Network Europe - CAN-Europe, publie un rapport choc qui pointe du doigt les entreprises européennes qui financent les membres du Sénat américain climato-sceptiques et/ou opposés à toute législation climatique aux Etats-Unis. Ce document, basé sur les informations du site internet opensecrets.org montre que les plus gros pollueurs européens financent les opposants aux politiques de lutte contre les changements climatiques aux États-Unis. Parmi eux, les firmes françaises GDF-Suez et Lafarge. Plus de 306 000 euros auraient ainsi été distribués en 2010 par les principaux pollueurs européens aux climato-sceptiques et autres opposants à la loi de lutte contre les changements climatiques, votée au Sénat américain. Ce montant représente près de 80 % du total des financements engagés par ces entreprises pour subventionner des candidats durant leur campagne pour les élections de mi-mandat 2010. Alors que de plus en plus de voix s'élevaient à Bruxelles et dans toute l'Europe en faveur d'un passage inconditionnel à un objectif de - 30 % de réduction des émissions d'ici à 2020, les ministres européens de l'Environnement se sont montrés une nouvelle fois incapables de faire progresser les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre lors du Conseil européen du 14 octobre. Le Conseil s'est contenté de reconnaître la nécessité d'engagements réalisables comparables des autres pays industrialisés. Or c'est précisément la position défendue par les industries intensives en carbone ou productrices d'énergies carbonées, telles que Lafarge ou GDF-Suez. Il est choquant de voir que les mêmes entreprises appelant l'UE au gel des objectifs de réduction, soit disant pour des raisons de concurrence, notamment vis-à-vis des Etats-Unis, financent les votes contre la législation sur le climat au Sénat américain ! Ce double jeu des industriels s'explique en partie par les profits extraordinaires que ces derniers réalisent, profitant du laxisme du marché européen de quotas d'émissions. L'ONG Sandbag a ainsi évalué que, grâce au surplus de quotas qui leur ont été distribués de manière gratuite, les industriels européens pourraient réaliser des gains de l'ordre de 18 milliards d'euros entre 2008 et 2012, dont 330 millions d'euros pour le cimentier Lafarge.

Le CAN Europe et son relais français (RAC-France) appellent donc GDF-Suez et Lafarge à s'engager publiquement à ne plus financer des opposants aux politiques climatiques, en Europe comme aux États-Unis. Ils appellent aussi les représentants de l'État français à demander des comptes sur ces pratiques inacceptables des groupes, aux États-Unis comme en Europe.

Think
globally sabotage locally, How and why European companies are funding
climate change deniers and anti-climate legislation voices in the 2010
US Senate race - Réseau Action Climat France